

Unité départementale des Côtes d'Armor
Rue Hélène Boucher
22190 Plérin

A PLERIN, le 14 septembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



Inspection de la DECHETTERIE de PLEUMEUR-BODOU

Zone Artisanale du Dossen
22560 PLEUMEUR BODOU

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/06/2022 dans l'établissement Lannion-Trégor Communauté implanté Zone Artisanale du Dossen 22560 PLEUMEUR BODOU. L'inspection a été annoncée le 22/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Lannion-Trégor Communauté
- Zone Artisanale du Dossen 22560 PLEUMEUR BODOU
- Code AIOT dans GUN : 0005512212
- Régime : Autorisation

La déchetterie de PLEUMEUR-BODOU est exploitée par la Communauté de Communes de Lannion-Trégor-Communauté sur la commune de PLEUMEUR-BODOU.

Suite à l'inspection du 28 octobre 2020, M. Le préfet a mis en demeure l'exploitant de se conformer aux prescriptions de son arrêté d'autorisation sur les thèmes suivants :

- les moyens de lutte contre l'incendie ;
- l'obsolescence du collecteur d'huile usagée.

L'objectif de l'inspection du 9 juin 2022 consiste à contrôler la mise en conformité de l'exploitation par rapport à l'arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 15 janvier 2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Moyens de lutte contre l'incendie	AP de Mise en Demeure du 15/01/2021, article 3

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Remplacement du collecteur d'huile usagée	AP de Mise en Demeure du 15/01/2021, article 2
Clôture des installations	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15
Locaux d'entreposage des déchets dangereux	Arrêté Ministériel du 27/03/2021, article 2.2 - Annexe 1

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Conformément à l'arrêté préfectoral de mise en demeure datant du 15 janvier 2021, Lannion-Trégor Communauté s'est mise en conformité par rapport aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure.

Au sujet de l'article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure, l'exploitant a installé une réserve souple d'une capacité de 120 m³, raccordée à un poteau d'aspiration. Le point d'eau incendie a recueilli un avis **non conforme** du SDIS le mardi 12 juillet 2022. Ainsi, il convient d'installer un tenon sur poteau d'aspiration et de réaliser une signalétique et un marquage au sol. L'exploitant dispose d'un délai de 30 jours pour répondre aux attentes du SDIS.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Remplacement du collecteur d'huile usagée

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/01/2021, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Remplacement du collecteur d'huile usagée
Prescription contrôlée : Lannion Trégor Agglomération procède à la mise en conformité de son site situé à Pleumeur-Bodou vis-à-vis de la mise en place d'aménagements nécessaires pour satisfaire aux dispositions suivantes de l'article 2.7 de l'arrêté ministériel du 27 mars 2012, notamment par le remplacement de la cuve de récupération des huiles usagées : « Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales. Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention. Les réservoirs fixes de stockage sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable. » L'exploitant assurera cette mise en conformité réglementaire sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : L'inspection a constaté la présence d'un collecteur d'huile et d'un dispositif de rétention situé sous le collecteur. L'exploitant explique que ce collecteur a été remplacé l'année dernière. L'article 2 de la mise en demeure du 15/01/2021 est levé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/01/2021, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lannion Trégor Agglomération procède à la mise en conformité de son site situé à Pleumeur-Bodou vis-à-vis de la mise en place de moyens de lutte contre l'incendie, conformément à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 :</p> <p>« L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours).</p> <p>À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m³/h. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection note la présence sur le site d'une réserve souple d'une capacité de 120 m³, raccordée à un poteau d'aspiration.</p> <p>Le SDIS a réalisé un contrôle opérationnel du Point d'Eau Incendie (PEI) le mardi 12 juillet 2022.</p> <p>Le SDIS a constaté que "le poteau d'aspiration bleu y est connecté et est manœuvrable, l'eau s'écoule. L'espace présent devant le PEI est supérieur aux dimensions prévues (8 x 4)."</p> <p>Suite à cette reconnaissance opérationnelle, le SDIS atteste la non conformité du point d'eau. Dans l'attente, la réserve a été intégrée dans la base de donnée départementale des PEI du SDIS.</p> <p>Le SDIS alerte l'exploitant sur la nécessité d'installer :</p> <ul style="list-style-type: none">• un tenon sur le poteau d'aspiration ;• Une signalisation indiquant l'emplacement et la capacité en eau ;• Un marquage au sol pour matérialiser l'aire d'aspiration. <p>L'exploitant dispose d'un délai de 30 jours pour répondre aux préconisations du SDIS.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Clôture des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture des installations
Prescription contrôlée : L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. Ces heures d'ouverture sont indiquées à l'entrée principale de l'installation.
Constats : L'inspection n'a pas observé de défauts sur la clôture.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Locaux d'entreposage des déchets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2021, article 2.2 - Annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, Locaux d'entreposage des déchets dangereux
Prescription contrôlée : Les locaux fermés d'entreposage doivent être convenablement aérés. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.
Constats : L'exploitant a procédé au remplacement de son local d'entreposage des déchets dangereux. Les produits dangereux sont séparés par typologie dans des caissettes de type crocodile.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet